

Gaza détruite, mais le peuple palestinien debout

mardi 9 septembre 2014, par [DAHHER Joseph](#) (Date de rédaction antérieure : 4 septembre 2014).

Au soir du 26 août et les jours qui ont suivi la signature d'un accord de cessez-le-feu entre Israël et les Palestiniens, les masses palestiniennes dans la bande de Gaza et en Cisjordanie sont sorties par milliers fêter la fin de l'attaque militaire. Elles ont aussi et peut-être surtout célébré le fait d'avoir résisté à l'oppression coloniale et raciste de l'Etat d'Israël, soutenue par les Etats-Unis et les puissances occidentales d'un côté et par le silence complice des Etats arabes de la région de l'autre, particulièrement l'Egypte, qui participe au blocus illégal de la Bande de Gaza.

La Bande de Gaza détruite, mais le peuple palestinien est debout et victorieux

L'Etat d'Israël n'a économisé aucun moyen pour tenter de réduire à néant la résistance et la population palestinienne de la bande de Gaza. Plus de 50 jours de bombardements ont en effet causé la mort de plus de 2100 palestinien·ne·s, presque tous civils, dont 500 enfants, et en ont blessé 11 000 autres. Les dégâts matériels sont énormes, alors que près d'un demi-million de Gazaouis – le tiers de la population – a été déplacé, logeant dans des écoles, des hôpitaux et des centres des Nations Unies, eux-mêmes la cible d'attaques ; près de 55 000 maisons ont été touchées par les raids israéliens dont, selon l'Onu, au moins 17 200 totalement ou quasi totalement détruites ; plus de 100 000 personnes ont besoin d'une solution de relogement. L'opération « Bordure protectrice », nom donnée à l'offensive militaire israélienne, a été la plus longue et la plus sanglante des quatre offensives lancées par Tel Aviv depuis son retrait de la bande de Gaza en 2005.

De son côté, Israël a perdu 65 soldats et 6 civils, dont un enfant. La mort des civils israéliens relève de la responsabilité directe de l'Etat d'Israël de sa politique d'occupation, de colonisation et d'Apartheid. La résistance populaire palestinienne, sous toutes ses formes, militaires et/ou pacifiques, est en effet un droit inaliénable pour un peuple en lutte pour sa libération et son émancipation, que ce soit contre une dictature autoritaire, une occupation et/ou une intervention étrangère.

Un échec politique pour Netanyahu

En lançant cette offensive militaire, le gouvernement Netanyahu voulait mettre à mal la réconciliation Hamas-Fatah et l'affaiblir, après avoir faussement accusé le Hamas d'être responsable du meurtre des jeunes colons, début juin. Force est de constater que l'échec est ici complet. Le Hamas, malgré la perte de trois importants commandants de sa branche armée, ressort renforcé politiquement à la suite de l'agression militaire israélienne.

Le cessez-le-feu signé, les dirigeants du Hamas ont en effet revendiqué la « victoire », assurant avoir défait « la légende de l'armée israélienne qui se dit invincible » et obtenu l'allègement du blocus terrestre et maritime, principale revendication des Palestiniens. De plus, la résistance palestinienne a infligé à l'armée israélienne ses plus lourdes pertes depuis 2006 avec 65 soldats

tués. Le mouvement islamiste, en baisse de popularité dans la bande de Gaza à cause de sa mauvaise gestion, de ses pratiques autoritaires et de l'accaparement de certains secteurs de l'économie, et affaibli au niveau régional après le renversement des Frères Musulmans en juillet 2013 en Egypte, a redoré son blason au niveau populaire et peut dorénavant peser politiquement davantage dans le gouvernement d'unité nationale de Mahmoud Abbas.

L'accord de cessez-le-feu a permis la fin des bombardements israéliens et le début de l'acheminement de l'aide humanitaire et des produits de consommation dans la bande de Gaza. L'accord conclu sous l'égide du régime égyptien prévoit qu'Israël desserre son étau sur la bande de Gaza.

La trêve a néanmoins reporté d'un mois les pourparlers prévus au Caire sur les questions les plus sensibles, comme la libération des prisonniers palestiniens, la réouverture de l'aéroport de Gaza, ou la démilitarisation de l'enclave. Sur cette dernière demande, le Hamas et les autres groupes palestiniens ont refusé toute concession, rejetant toute tentative qui viserait à désarmer Gaza, principale exigence d'Israël en vue d'un accord à long terme.

Continuer la mobilisation contre l'Etat d'Israël

La défaite politique de l'Etat d'Israël est claire, mais cela ne doit pas nous faire oublier que ce dernier va poursuivre sa politique d'occupation, de colonisation et d'Apartheid contre les Palestinien·ne·s, notamment, en tout cas pour l'instant, en continuant à faire de la bande de Gaza une prison à ciel ouvert, soumise à un blocus illégal et à la menace de l'intervention militaire israélienne ; l'expansion des colonies en Cisjordanie va également persister, tout comme les politiques racistes contre les Palestinien·ne·s citoyens d'Israël.

C'est pourquoi il faut continuer la lutte pour la levée complète du blocus et participer aux initiatives de solidarité avec les Palestinien·ne·s. La pression sur l'Etat d'Israël doit s'accroître pour transformer cette défaite politique et cette contre-performance militaire en victoire pour le peuple palestinien, notamment par le développement de la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS), seule à même de faire payer le prix de sa politique criminelle à Israël. Nous devons également faire pression et dénoncer la collaboration politique, militaire et économique de nos gouvernements avec l'Etat d'Israël.

De même, nous répétons que la seule solution véritable pour une paix juste est l'établissement d'un Etat démocratique, social et laïc dans la Palestine historique de 1948 pour tous et toutes (Israéliens et Palestiniens) sans aucune forme de discrimination, et qui octroie le droit au retour aux réfugié·e·s palestiniens.

Vive la Résistance du Peuple Palestinien.

Joseph Daher

P.-S.

* Paru en Suisse dans « solidaritéS » n° 253 (04/09/2014). <http://www.solidarites.ch/journal/>